

Aperçu

Rebond avant de nouvelles perspectives

Le bilan économique 2007 est assez bon puisque La Réunion retrouve le taux de croissance moyen des dix dernières années qui furent plutôt fastes. La crise sanitaire de 2006 est oubliée mais il flotte une impression de fin de période. L'investissement public décélère avant de nouvelles perspectives. Le boum économique du BTP commence à s'amortir, le tourisme est en mutation et l'agriculture souffre du renchérissement de ses intrants.

La situation internationale change aussi. Au début de 2008, l'économie des pays avancés ralentit tandis que la croissance des pays émergents reste vigoureuse. Les tensions sont vives sur les marchés pétroliers et les prix des matières premières flambent. L'augmentation du prix de l'énergie est vivement ressentie depuis quelques mois. Une simulation économique montre qu'elle pourrait sensiblement ralentir la croissance réunionnaise en 2008.

Dans ce contexte, l'économie de l'environnement et le développement durable sont venus au premier plan du débat public. La préservation et la valorisation de la biodiversité se sont concrétisées à travers le Parc national et la Réserve naturelle marine. La politique de maîtrise de l'énergie déjà engagée est combinée aux multiples exigences du développement durable dans la déclinaison locale du Grenelle de l'environnement.



Rebond de la croissance, au rythme moyen de la décennie

En 2007, le Produit intérieur brut de La Réunion, exprimé en monnaie constante, a progressé à un rythme estimé à 4,4 % d'après les premiers résultats issus des comptes rapides. La croissance de l'activité en volume renoue avec son rythme moyen des dix dernières années. Par rapport à 2006, année marquée par la crise sanitaire, la croissance 2007 marque un rebond estimé à 0,4 point. L'amélioration du tourisme et de la consommation contribuent à cette meilleure performance. Mais ces embellies sont atténuées par la moindre vigueur de l'investissement, ce qui explique que la croissance 2007 se situe en deçà du rythme de 2005.

Au total, sous l'effet cumulé de la croissance d'activité et de la hausse des prix, la valeur du PIB de La Réunion a progressé à un rythme estimé à 6,7 %, soit un gain de 860 millions d'euros. Le Produit intérieur brut atteint 13,7 milliards d'euros.

La hausse des prix globale moyenne des composantes du PIB est estimée à 2,2 %. Elle est tirée vers le haut par les prix des investissements, toujours rapides, tandis que les prix des biens consommés décèlent en 2007. La hausse de prix des biens investis est estimée à + 4,5 %. Elle provient des hausses des coûts de la construction et des biens d'équipement. Les prix à la

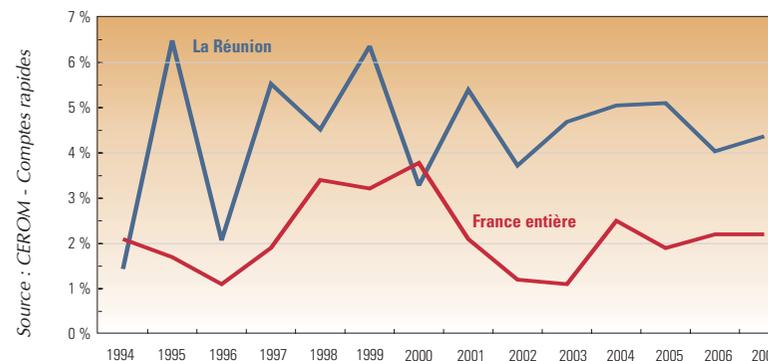
consommation augmentent de 1,4 % en moyenne annuelle (après + 2,6 % en 2006). Ils ont été ralentis par la baisse, provisoire, des produits pétroliers. Les prix des consommations intermédiaires augmentent de 1,5 % en moyenne. Les hausses des prix des biens intermédiaires (+ 5,1 %), et des produits agricoles tirent vers le haut l'indice moyen.

La consommation redevient le moteur principal

La consommation des ménages redevient le principal pourvoyeur de croissance : elle génère, toutes choses égales par ailleurs, 2,9 points de croissance en volume. Au second rang l'investissement, qui était le principal moteur les deux années précédentes, procure 1,6 point de croissance. L'investissement connaît toujours une belle progression mais moins rapide qu'en 2005 et 2006. Le tourisme reprend le terrain cédé en 2006, et génère 0,5 point. La production des administrations publiques contribue pour 0,6 point. La balance commerciale pèse toujours négativement mais deux fois moins que l'année dernière. Le déficit commercial ne soustrait que 0,9 point à la croissance réunionnaise, ce qui constitue une bonne performance.

Profils de croissance Réunion et France

Taux de croissance en volume, en %



L'investissement décélère

En 2006, les investissements dans l'économie réunionnaise progressent à un rythme estimé à 7,5 % en monnaie constante. L'investissement demeure très soutenu bien qu'il augmente moins vite qu'en 2006 (+ 11 %). Compte tenu des montants d'investissement atteints, ce rythme constitue un bon résultat : l'investissement atteint 3,3 milliards d'euros (courants).

L'investissement en BTP est toujours le plus dynamique grâce aux chantiers en cours et aux constructions de logements. Des ten-

sions sur les matériaux de construction en cours d'année (dalles de béton, ciment) témoignent de l'activité vive du secteur et de la saturation proche des capacités de production. L'investissement des ménages se maintient à un niveau très élevé (estimé à 700 millions d'euros). Cependant, il n'accélère plus et semble avoir atteint un plafond. Les encours de crédit à l'habitat progressent moins vite que par le passé. L'investissement des entreprises semble, quant à lui, s'essouffler comme en témoignent leurs imports de biens d'équipement qui stagnent après deux années de hausse rapide (+ 13 % en 2006 et + 19 % en 2005).

Évolution du PIB et de ses principales composantes

Évolutions	PIB		Consommation finale des ménages		Investissement		Revenu disponible brut des ménages	
	en valeur	en volume	en valeur	en volume	en valeur	en volume	en valeur	en volume
Moyenne annuelle période 1993-2006	6,4 %	4,4 %	6,0 %	4,2 %	8,6 %	6,5 %	6,6 %	4,7 %

Source : CEROM - Comptes rapides

Comptes Rapides pour l'Outre-mer (CEROM)

L'année 2007 marque la troisième réalisation d'un compte économique rapide à La Réunion. Construit dans le cadre du projet tripartite CEROM entre l'INSEE, l'AFD et l'IEDOM, il repose sur une modélisation macroéconomique alimentée par les premières données disponibles de l'année écoulée. Il ne s'agit donc pas d'un compte définitif. Les estimations pourront faire l'objet d'une révision lorsque la totalité des données de l'année seront connues.



Les principaux agrégats et leur évolution en milliards d'euros (valeur courante)

	2006	2007	Évolution en %		
			Volume	Prix	Valeur
Produit Intérieur Brut	12,88	13,74	4,4	2,2	6,7
Consommation des ménages	8,25	8,77	4,8	1,4	6,3
Consommation des administrations publiques	5,25	5,40	1,5	1,5	3,0
Investissement	3,00	3,35	7,5	4,5	12,4
Imports de biens	3,90	4,02	2,6	0,2	2,8
Exports de biens	0,24	0,27	12,8	1,0	13,9
Dépense des touristes	0,23	0,29	28,5	0,8	29,6

Source : CEROM - Comptes rapides

Encore une bonne année pour le BTP

Pour le secteur du BTP, 2007 est encore une bonne année : sa valeur ajoutée est estimée en hausse de 13 % en monnaie constante. Il est, cette année encore, le secteur qui réalise la plus belle performance. D'autres secteurs se démarquent aussi par leur progression rapide : l'hôtellerie-restauration, les industries de pro-

duits minéraux et des biens intermédiaires. Le dynamisme du BTP entraîne toujours les secteurs en amont de sa production. La valeur ajoutée des industries des produits minéraux et biens intermédiaires est estimée en hausse de 9 %. Le commerce, les services aux entreprises, les services aux particuliers et les activités immobilières connaissent aussi une hausse de valeur ajoutée en volume supérieure à 5 %. Dans les industries agroalimentaires, les résultats sont plus nuancés. Si la production est dynamique en volume, les hausses de prix altèrent les résultats en terme de valeur ajoutée créée. Les prix des consommations intermédiaires augmentent plus vite que les prix à la production.

Le PIB moyen par habitant progresse de 5,5 % en valeur, après + 5,3 % en 2006. En volume, il augmente de 3,1% après 2,8 % en 2006. ▲

Nadine JOURDAN

chef de la division "comptes économiques
et analyses macro-économiques"
INSEE Réunion

Valeur ajoutée des branches

Branches	Valeur ajoutée en volume
Primaire	- 16,6 %
Industries	6,3 %
Construction	13,1 %
Services marchands	5,6 %
Services principalement non marchands	1,5 %

Source : CEROM - Comptes rapides



Ce

Commerce extérieur

Le déficit commercial se stabilise

Le déficit commercial de La Réunion se creuse moins rapidement en 2007. Il n'augmente que de 2,0 %, soit 72 millions d'euros (après 236 millions d'euros en 2006). Il se stabilise autour de 3,7 milliards d'euros. La hausse modérée des importations (+ 105 millions d'euros), combinée à la reprise des exportations (+ 33 millions d'euros), explique cette embellie.

Les importations sont beaucoup moins dynamiques : elles ne progressent que de 2,7 % après 5,8 % en 2006. Les biens intermédiaires, les produits agroalimentaires, les produits minéraux et les biens de consommation poursuivent leur hausse, en partie compensée cette année par les baisses des biens d'équipement et des carburants.

Les biens d'équipement, plus important poste d'importation se replie pour la deuxième année consécutive. Parmi eux, les produits de l'automobile chutent à nouveau (- 4,7 %). Les autres matériels de transports, quant à eux, progressent de 39,9 %.

La valeur des combustibles et carburants importés recule de 3,7 % (après + 19 % en 2006). Bien que les quantités importées de carburants aient augmenté, la facture énergétique se réduit car les prix des carburants ont baissé en 2007, suite aux hausses records de l'année précédente.

Du côté des exportations, l'année 2007 marque un rebond spectaculaire. Les exports progressent de 13,7 % après - 9 % en 2006. La valeur des exports atteint 271 millions d'euros. Tous les grands postes d'export progressent à l'exception des biens de consommation qui reculent de 7 %. Les exports de biens intermédiaires, des biens

d'équipement ainsi que des produits agricoles sont particulièrement dynamiques avec respectivement + 35 %, + 22 % et + 19 %.

Après la mauvaise campagne sucrière de l'année précédente, les industries agroalimentaires retrouvent un dynamisme avec une hausse de 8,6 %. La valeur du sucre exporté se redresse de 5 % (après - 26 % en 2006). La part des industries agroalimentaires dans les produits exportés recule cependant à nouveau : elle passe de 74 % en 2005 à 65 % en 2007. ▲

Stéphanie GAUDINOT

VCAT - division "comptes économiques et analyses macro-économiques"
INSEE Réunion

Évolution des importations

évolution 2006/2007	évolution (en %)
Biens d'équipement	- 2,3
Biens de consommation	2,0
Biens intermédiaires (bois, métaux)	10,9
IAA	6,7
Carburants, combustibles	- 3,7
Produits minéraux	4,2
Produits agricoles (y.c sylvicoles)	20,8
Autres	- 22,6
TOTAL	2,7

Source : Direction nationale des statistiques du commerce extérieur.

Les imports comprennent les produits provenant de la métropole. De même les exports intègrent les produits à destination de la métropole.



P

rogression encore forte de la collecte et du crédit

L'exercice 2007 enregistre une progression encore soutenue des actifs financiers collectés par le système bancaire local auprès des agents économiques réunionnais. L'épargne totale collectée atteint ainsi 10,1 milliards d'euros à fin décembre 2007 (contre 9,3 milliards d'euros à fin décembre 2006), ce qui représente un accroissement de 735 millions d'euros sur l'année 2007 (+ 7,9 %).

Le rythme d'évolution de l'épargne totale collectée a toutefois tendance à ralentir au cours des dernières années, avec un taux de progression en baisse en 2007 par rapport aux années précédentes. Les ressources collectées semblent ainsi enregistrer en 2007 la fin d'une période de forte croissance démarrée après l'éclatement de la bulle spéculative internet, dont le point bas avait eu lieu en fin d'année 2002.

Les placements liquides privilégiés

Si, à l'instar de l'année précédente, toutes les formes de placements¹ progressent en 2007, ce sont les placements liquides qui enregistrent très nettement la plus forte croissance (+ 12,7 % soit + 387 millions d'euros de collecte supplémentaire). Les dépôts à vue progressent modérément (+ 5,9 %, soit + 181 millions d'euros), alors qu'ils représentaient la forme de placement qui avait affiché la plus forte hausse en 2006 (+ 14,8 %, soit + 393 millions d'euros). L'épargne à long terme s'accroît qua-

siment au même rythme que l'année précédente : + 5,2 % en 2007, soit + 167 millions d'euros.

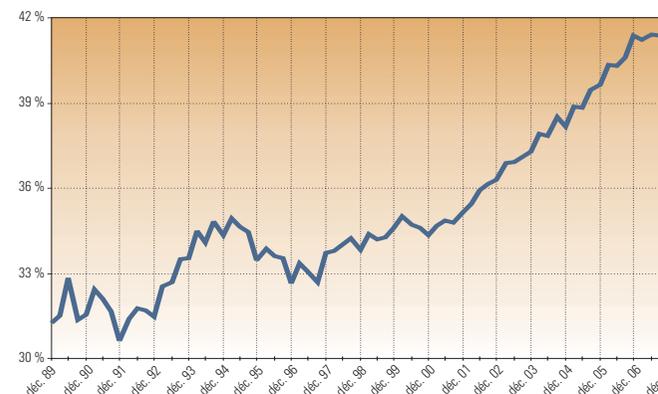
Le poids relatif des placements à long terme dans l'épargne totale des agents économiques réunionnais (33,8 % à fin 2007) a tendance à décroître depuis juin 2004 où il atteignait 36,9 %. Les placements liquides représentent aujourd'hui la forme de placements préférée des ménages réunionnais (34,1 % des placements totaux), même si leur poids relatif est demeuré globalement stable par rapport à 2004. Parallèlement le poids des dépôts à vue progresse régulièrement au cours de ces dernières années, atteignant 32,1 % du total des placements en décembre 2007.

Inflexion dans l'accélération du crédit

Le marché du crédit à La Réunion représente un encours total de 15,6 milliards en 2007, dont 75 % sont distribués par les établissements de crédit locaux, le solde étant octroyé par les établissements non installés dans le département.

Les crédits accordés par le système bancaire local continuent de progresser rapidement en 2007 (+ 12,4 % après + 12,1 % en 2006). Les créances saines atteignent 11,1 milliards d'euros à fin décembre 2007, en progression de 1,3 milliard d'euros, soit + 12,7 % en glissement annuel. Les taux de progression enregistrés au cours de ces quatre dernières années sont les plus élevés depuis le début des années 1990. L'année 2007 enregistre cependant une inflexion de la tendance à l'accélération de la distribution de crédits observée au cours des dernières années, avec une

Poids des crédits à l'habitat



Le poids des crédits à l'habitat dans l'ensemble des crédits distribués s'est stabilisé en 2007 à un niveau élevé.

Source : ledom

évolution comparable à celle enregistrée au cours des années 2000-2001 lors de l'explosion de la bulle spéculative des valeurs technologiques sur les marchés financiers.

En 2007, les crédits à l'habitat augmentent au même rythme que les autres crédits

Le poids des crédits à l'habitat dans le total des crédits distribués par les établissements de crédit locaux a atteint un palier au cours de l'année 2007, se stabilisant aux alentours de 41,5 % des concours sains totaux. En effet, les crédits consentis pour le financement de l'habitat ont limité leur progression à 13,0 % seulement au cours de l'année 2007, en net ralentissement par rapport aux années précédentes (+ 17,7 % en 2006, + 18,8 % en 2005 et + 15,7 % en 2004). Ils représentent toutefois toujours le premier type de financement de l'économie réunionnaise. ▲

Jérôme SCHMEITZKY
responsable du service des études
ledom Réunion

Stagnation de la rentabilité des établissements

La rentabilité des établissements est restée satisfaisante en 2007, mais en stagnation par rapport à l'année précédente sur un certain nombre d'indicateurs. Les banques demeurent en effet confrontées à un "effet de ciseaux" entre un coût de leurs ressources en forte hausse et un rendement de leurs emplois qui ne progresse que faiblement. Par ailleurs, leurs résultats sont marqués par un effort de provisionnement et par un coût du risque élevés. En définitive, le résultat net agrégé des principales banques locales s'établit à + 90,4 millions d'euros, en hausse de 2,8 % par rapport à l'exercice précédent.



Moins d'allocataires et montants stabilisés

Le nombre de Réunionnais percevant au moins un des minima sociaux est en baisse de 4,8 % entre 2006 et 2007. Cette baisse s'explique par une diminution forte du nombre d'allocataires du RMI et de l'ASS (8,5 % sur l'ensemble). Le montant des prestations versées en 2007 est de 755 millions d'euros, stable par rapport à 2006.

Retour à l'emploi par les contrats avenir et CI-RMA

Environ 6 000 allocataires sont sortis du dispositif RMI. Cela représente une baisse des montants versés de 10 millions d'euros. Les contrats aidés constituent un dispositif de retour à l'emploi pour les allocataires du RMI, de l'API ou de l'AAH. Entre décembre 2006 et 2007, le nombre de contrats aidés (contrats avenir et CI-RMA) mis en place pour ces publics émergeant à la CAF double, passant de 4 600 à 11 100. Sur l'ensemble de l'année 2007, les montants versés pour le financement des CI-RMA au titre du RMI ont augmenté de 49 % passant de 3,1 millions d'euros à 4,6 millions d'euros. Le nombre de primes de retour à l'emploi et mesures d'intéressement pour le RMI et l'API a été multiplié par quatre.

Les autres montants sont en hausse, principalement l'API. Son budget augmente de 18 % entre 2006 et 2007, sous l'effet conjugué de la réévaluation de son montant - aligné sur celui de métropole au 1^{er} janvier 2007 - ainsi que de la hausse du nombre d'allocataires.

Transfert des Rmistes âgés vers le RSO

Le RSO s'adresse aux allocataires du RMI de plus de 50 ans, qui s'engagent à quitter définitivement le marché du travail. Avec le vieillissement de la population, on assiste à un transfert continu de bénéficiaires du RMI vers le RSO dont le montant est légèrement plus avantageux pour les personnes isolées.

Le nombre de bénéficiaires du "minimum vieillesse" est en baisse continue, mais reste à un niveau élevé (plus de 30 000 personnes). Les sommes versées au titre de l'allocation Vieillesse progressent au rythme de la réévaluation de cette allocation. ▲

Bruno LORIGNY
assistant d'études - INSEE Réunion

Farida MANGATA RAMSAMY
chargé d'études - CAF Réunion

Nombre d'allocataires et montants des principaux minima sociaux

	Allocataires*		Montant (millions d'euros)		
	2006	2007	2006	2007	évolution 2007/2006
TOTAL	148 779	141 575	750,4	755,5	0,7 %
dont : RMI revenu minimum d'insertion	74 459	68 241	380,1	370,4	- 2,6 %
- ASPA (1)	31 698	30 035	131,2	132,0	0,6 %
- AAH allocation aux adultes handicapés	10 963	11 137	74,7	78,1	4,6 %
- ASS allocation de solidarité spécifique	13 308	12 183	71,2	68,7	- 3,4 %
- API allocation de parent isolé	12 241	13 076	54,3	64,6	18,9 %
- Revenu Solidarité	6 732	7 160	34,6	37,7	9,0 %

Sources : Caisse des dépôts et Consignations de Bordeaux, Caf Réunion, Assedic, CGSS

(*) Le nombre total d'allocataires indique le nombre de personnes qui perçoivent au moins un des minima. Certains allocataires peuvent percevoir une allocation en complément d'une autre, par exemple un complément RMI à l'ASS ou l'API. C'est pourquoi la somme des bénéficiaires pour chacune des allocations est supérieure au total des allocataires en 2006. Du fait de la réévaluation du montant de l'API, ces doubles comptes sont devenus très faibles en 2007.

(1) L'Allocation de Solidarité aux Personnes Agées (ASPA) mise en place au 1^{er} janvier 2007 est une allocation unique qui succède à l'Allocation Spéciale Vieillesse. Le montant versé pour cette allocation correspond au montant cumulé de l'allocation spéciale et de l'allocation supplémentaire. Les anciens allocataires continuent de percevoir leurs allocations antérieures.



La création d'emploi se maintient à un rythme élevé

L'année 2007 n'est pas aussi exceptionnelle que l'année 2006 qui avait vu la création nette de 7 500 emplois ; elle figurera néanmoins parmi les bonnes années. Au total, selon une première estimation, 5 000 emplois supplémentaires ont été créés en 2007. Cette création est imputable uniquement au secteur marchand. Les effectifs du secteur non marchand ont peu varié.

Sur l'ensemble de l'année 2007, l'emploi salarié marchand augmente de 4,6 %, à un rythme équivalent à celui de l'année précédente. L'évolution de l'emploi au premier semestre s'est avérée plus forte qu'en 2006. Au deuxième semestre, le rythme de création d'emplois a faibli en particulier dans le BTP où l'emploi a légèrement diminué.

En tendance annuelle, la création nette d'emploi dans le secteur du BTP est restée bien orientée (+ 10,5 %). Au total près de 1 800 emplois ont été créés dans ce secteur, soit 36 % de l'ensemble des emplois supplémentaires. Quoiqu'en retrait par rapport à 2006 (+ 12,8 %), le BTP demeure, avec les services marchands, parmi les principaux moteurs de la création d'emploi. Cette croissance s'explique par une hausse de la commande publique dans le cadre de la réalisation de grands travaux, mais également de la commande privée.

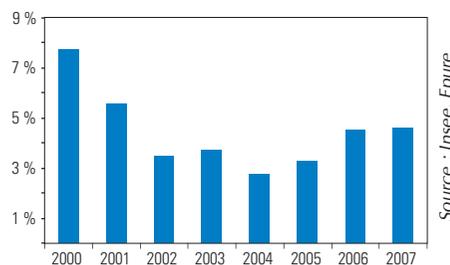
Dans le secteur des services marchands, la croissance de l'emploi s'affermi : + 4,8 % contre + 4,3 % en 2006, ce qui constitue le meilleur résultat annuel depuis 2001. Malgré un léger ralentissement en 2007 (+ 6,5 % contre + 7,8 % en 2006), les services aux entreprises demeurent les plus dynamiques du secteur avec plus de 1 000 salariés supplémentaires. Ce sont toujours les activités de conseil et des services opérationnels qui restent les plus dynamiques. Le

secteur des transports poursuit un développement régulier depuis 2002, avec une augmentation de près de 5 % de ses effectifs par an.

L'emploi dans le secteur des services aux particuliers augmente de 2,7 % après avoir reculé de 3,3 % en 2006 suites aux difficultés liées à la baisse de la fréquentation touristique. Le redressement de l'emploi dans les hôtels et restaurants se poursuit (+ 5,1 %). Ce secteur n'atteint pas encore tout à fait son niveau d'emploi de la fin 2005.

L'industrie a bénéficié de l'activité soutenue du BTP. L'industrie de biens d'équipement et de biens intermédiaires et plus généralement les activités en relation avec le BTP ont connu une croissance plus forte qu'en 2006. Ces deux secteurs ont créé environ 450 emplois supplémentaires. En revanche la situation dans l'industrie des biens de consommation s'est dégradée après une croissance forte de 5,5 % en 2006. L'emploi dans les industries agroalimentaires se stabilise après avoir connu une baisse en 2006.

Évolution annuelle de l'emploi salarié marchand



Dans le commerce, la création d'emploi poursuit une croissance régulière mais de plus en plus faible. L'emploi dans le commerce et la réparation automobile (+ 3,7 %) entretient cette croissance tandis que le commerce de détail ralentit (+ 0,6 %) et que l'emploi dans le commerce de gros diminue (- 0,3 %).

Les aides publiques à la création d'emploi dans le secteur marchand ont été particulièrement importantes. Pour favoriser la formation et l'insertion des jeunes les contrats de professionnalisation ont augmenté de près de 40 % : 2 800 contrats de ce type ont été signés au cours de l'année 2007. Un effort important a été réalisé pour aider à l'insertion des bénéficiaires de minima sociaux. Fin 2007, 1 330 anciens bénéficiaires du RMI, de l'API ou de l'ASS bénéficient du RMA. Leur nombre a doublé en un an contribuant ainsi à la baisse du nombre d'allocataires. Pour l'embauche d'un éremiste dans le cadre d'un contrat d'insertion RMA, l'employeur bénéficie d'une aide forfaitaire égale au RMI de base.

Stabilité de l'emploi non marchand

L'évolution de l'emploi des administrations n'étant pas disponible, six mois après la fin de l'année, la variation des effectifs peut être approchée par la progression de la masse salariale. Les dépenses de personnel des fonctions publiques de l'État, du Conseil Régional et du Conseil Général n'ont augmenté que de 3,2 %, contre 5 % en 2006. Compte tenu de la légère augmentation de la valeur du point d'indice (estimé à 0,7 % sur l'année) et des hausses mécaniques de la masse salariale liées à l'ancienneté croissante des effectifs, la progression en volume est faible et accrédite l'idée d'une stagnation des effectifs.

En ce qui concerne les contrats aidés non marchands, les effectifs sont relativement stables. En décembre, 18 700 personnes en

bénéficiaient, soit 400 de moins qu'en décembre 2006. Cette relative stagnation est le résultat d'une hausse très forte des contrats d'avenir (passant de 7 450 en 2006 à 12 300 en décembre 2007) qui compensent la disparition des derniers CEC, contrats jeunes et la baisse des contrats d'accompagnement à l'emploi.

Quant à l'emploi non salarié, il est difficile, en ce début d'année, de mesurer son évolution. En 2006, il avait augmenté de 2 % et représentait 10,9 % des emplois. La forte création d'entreprise laisse présager un dynamisme comparable en 2007. ▲

Michel BRASSET
chef de la division "Observatoire local sur les entreprises et l'emploi"

Claude PARAIN
chef du service "études et diffusion"
INSEE Réunion

Nombreuses créations d'entreprises en 2007

	Nombre de créations	Taux de création (%)
Industrie	517	16,3
Construction	1 083	23,1
Commerce	1 782	18,1
Transports	110	6,8
Services	2 274	14,6
Ensemble	5 766	16,5

Source : Insee, Sirene

Près de 5 800 entreprises ont été créées en 2007, soit 600 de plus qu'en 2006. L'allègement des critères pour accéder à l'ACCRE*, intervenu au 1^{er} janvier 2007, constitue probablement l'une des raisons de cette forte augmentation.

*ACCRE : aide aux chômeurs créateurs et repreneurs d'entreprises.



Large prépondérance des énergies fossiles

L'île de La Réunion ne dispose pas de ressources fossiles et doit donc les importer. En 2007, les combustibles fossiles importés représentaient l'équivalent de 1 081 000 tonnes de pétrole, soit une augmentation de 2,3 % par rapport à 2006. Ces importations se répartissent en 58 % de carburants liquides pétroliers, 40 % de charbon et 2 % de gaz butane. Ces combustibles sont consommés pour la production électrique ou directement dans les secteurs du transport, du résidentiel-tertiaire, de l'agriculture et de l'industrie.

Par ailleurs, La Réunion exploite des énergies renouvelables locales pour l'équivalent de 166 000 tonnes de pétrole, soit 13 % de son approvisionnement. Ces énergies renouvelables sont le solaire thermique qui fournit de l'eau chaude sanitaire, la bagasse et l'hydraulique pour produire de l'électricité, ainsi que l'éolien et le photovoltaïque. En 2007 la production des énergies renouvelables est en augmentation de 0,6 % par rapport à 2006.

Depuis quinze ans la consommation d'électricité a doublé. La croissance annuelle avoisine 5 % par an en moyenne sur 2000-2007 alors qu'en métropole, elle est environ de 1 % par an sur la même période. La croissance de la consommation de carburants pour les transports intérieurs est presque aussi forte : elle a augmenté de près de 4 % par an sur la même période. Ces tendances s'expliquent notamment par une forte croissance de la population mais aussi par l'expansion de l'activité économique.

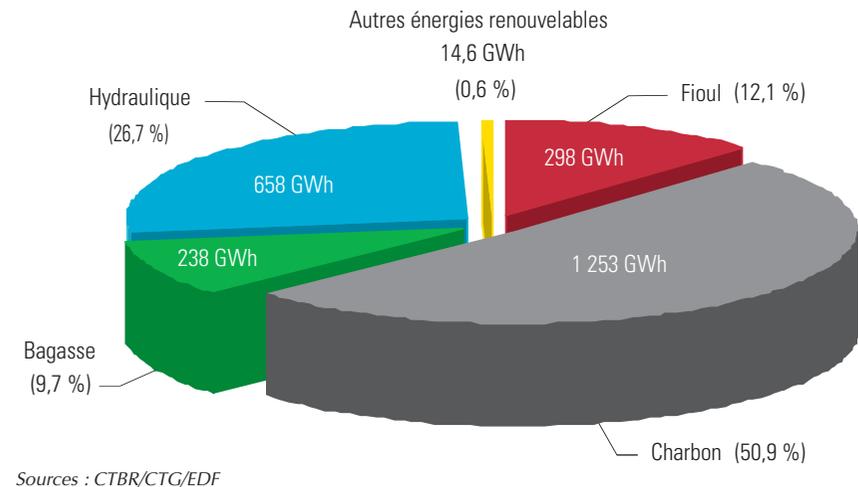
Face à cette prépondérance des énergies fossiles et à la croissance de leurs importations, des politiques de maîtrise de l'énergie et de développement des énergies renouvelables se mettent en place. L'objectif est de tendre vers une autonomie de production électrique à l'horizon 2025 grâce au Plan régional des énergies renouvelables et d'utilisation rationnelle de l'énergie (PRERURE) défini par le Conseil Régional de La Réunion et le projet GERRI¹.

37 % de l'électricité vient des énergies renouvelables

En 2007, la production électrique totale est de 2 462 GWh, en augmentation de 3,9 % par rapport à 2006. La part des énergies renouvelables est de 37 %. Le développement des éoliennes et des systèmes photovoltaïques concourt à 1,6 % de la production électrique totale à partir des énergies renouvelables. À terme, ce sont plus de 60 MW éoliens qui seront installés à La Réunion et l'objectif pour les systèmes photovoltaïques est d'avoir un rythme d'installation annuelle dépassant les 10 à 20 MWc par an. Des recherches sont également effectuées dans des domaines innovants : fermes agri-solaires, énergies marines, stockage et régulation des énergies intermittentes.

¹ GERRI : cet acronyme se lit de deux façons :
- Grenelle de l'Environnement à La Réunion : Réussir l'innovation
- Green Energy Revolution : Reunion Island.

Production électrique par type d'énergie - 2007



Concernant la consommation d'électricité, elle est de 2 244 GWh en 2007. Les particuliers et les "industriels" sont les principaux consommateurs. Afin de diminuer la consommation électrique, des actions de maîtrise de l'énergie ont été mises en place, par exemple la promotion des lampes à basse consommation et les audits de consommation auprès des industriels. Plus de 10 000 chauffe-eau solaires individuels sont installés par an, soit un chiffre d'affaire d'environ 40 millions d'euros par an. Pour le chauffe-eau solaire collectif, près de 3 000 m² de capteurs sont posés. Ces chiffres placent La Réunion parmi les trois pays européens les plus pourvus de ces systèmes.

Les nouvelles recherches, les perspectives de développement des énergies renouvelables

sur l'île, laissent présager l'essor de nouveaux procédés industriels et économiques. ▲

Gaëlle GILBOIRE
chargée de mission
Observatoire Énergie Réunion

Définitions :

- MW : Méga Watt : unité de puissance
- MWc : Méga Watt crête : unité de puissance pour caractériser une installation photovoltaïque.
1 MWc = 1 000 000 Wc
- kWh : kilowatt-heure : correspond à la consommation d'un appareil électrique de 1 000 watt pendant 1 heure : 1 GWh = 1 000 000 kWh.

Le prix des carburants monte la consommation ne faiblit pas

Les prix de l'essence et du gazole à La Réunion ont considérablement augmenté ces dix dernières années, respectivement + 41 % et + 68 %. En métropole, les évolutions sont comparables : + 38 % pour le sans plomb (98) et + 62 % pour le gazole. Les prix des carburants sont liés à ceux du Brent, dont le cours du baril a triplé, sur la période, passant de 17 à 53 €.

Sur la période récente, les prix des carburants à la consommation ont augmenté de 9,7 % en 2005, puis de 10,2 % en 2006 avant de se replier de 1,8 % en 2007. Depuis le début de l'année 2008, la hausse

reprend et s'intensifie. Au cours du premier semestre, l'essence sans plomb a augmenté de 4,3 % et le gazole de 10,6 %.

À l'inverse de la métropole où les prix des carburants sont libres, les prix maxima sont réglementés à La Réunion par arrêté préfectoral trimestriel. Les ménages réunionnais disposent donc d'un mécanisme de lissage de prix, commun à tous les Dom, qui amortit les contrecoups des fluctuations pétrolières. Le système trouve cependant sa limite lorsque les hausses se succèdent d'année en année.

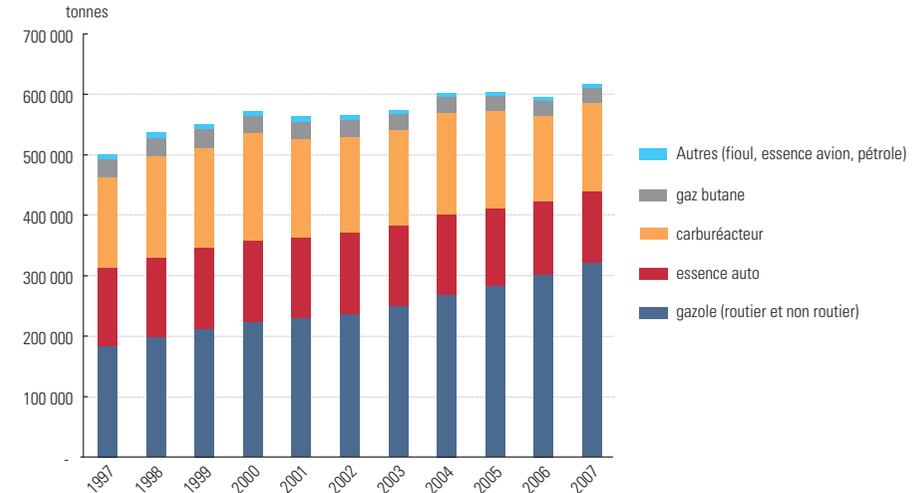
Une certaine modération de la part des automobilistes

Malgré les hausses de prix successives, la quantité de carburant consommée, hors carburants destinés à la production électrique, a augmenté de 23 % depuis dix ans pour atteindre 616 000 tonnes en 2007.

Plus de la moitié des carburants consommés est destinée à la circulation routière, dont près des deux tiers sous forme de gazole. Un peu moins d'un quart des carburants consommés sont des carburateurs, et 14 %¹ du gazole non routier. Du fait de son insularité et de sa géographie, La Réunion est très fortement dépendante du secteur des transports (routier, maritime, aérien).

Sur les dernières années, la forte hausse des prix à la pompe a cependant incité les automobilistes à la modération et influencé leur comportement d'achat. Les volu-

Consommation de carburants hors production électrique



Source : Comité des importateurs d'hydrocarbures.

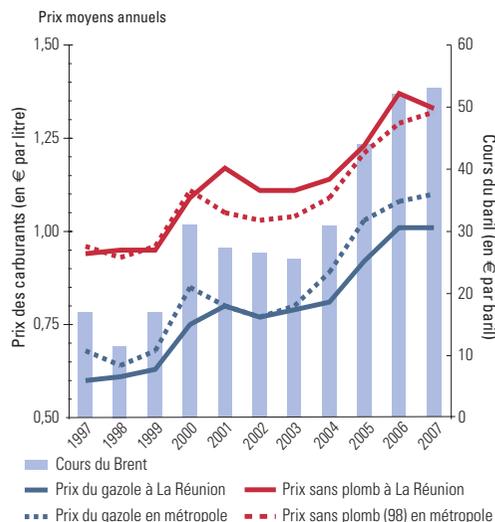
mes de carburants à usage routier n'ont augmenté que de 1,3 % en 2005 et à peine 1 % en 2006. Parmi les carburants, le gazole gagne du terrain et se substitue à l'essence. La consommation d'essence recule depuis 2005. Elle a chuté de 8 % entre 2005 et 2007. Parmi les 18 000 nouvelles voitures de tourisme immatriculées chaque année, la part des moteurs essence se réduit, au profit des motorisations gazole, plus économiques à l'usage, en lien avec la modernisation des moteurs diesel de dernière génération. Depuis 2004, la part des véhicules essence parmi les nouvelles voitures immatriculées a chuté de 42 % à 30 %.

Stéphanie GAUDINOT
VCAT - division "comptes économiques et analyses macro-économiques"
INSEE Réunion

Le transport, premier poste du budget des ménages

Les dépenses en transport (achats et frais d'utilisation de véhicules, transport aérien...) constituent un poste important des achats des ménages à La Réunion : 18 % en 2005. Elles se situent en tête du budget des ménages devant l'alimentation (17 %) et le logement (15 %). Près de la moitié des dépenses de transport est consacrée aux achats de véhicule et un tiers aux frais d'utilisation (carburant, entretien...).

Prix des carburants



Source : Insee, indice des prix à la consommation

¹ En 2006, donnée non disponible pour 2007.

Et si le prix des carburants augmentait de 10 % en 2008 ?

Quel serait l'impact d'une nouvelle flambée des prix des carburants sur l'économie réunionnaise en 2008 ? Quel comportement adopteraient les ménages face à cette situation ? Et quel en serait l'impact sur la facture pétrolière de La Réunion ?

Des simulations ont été réalisées pour mesurer l'impact d'une hausse des prix des carburants à La Réunion. Elles reposent sur la maquette de l'économie réunionnaise à la base des comptes économiques rapides. Cette maquette permet d'évaluer l'impact d'une hausse des prix des carburants sur différents agrégats macro-économiques, toutes choses égales par ailleurs.

La flambée des prix des carburants provoque des effets en cascade

Les scénarios testés envisagent que les prix des carburants consommés à La Réunion augmentent uniformément de 10 % sur l'année 2008.

Premier effet, les ménages subissent directement la hausse des prix des carburants qu'ils consomment. Ces hausses de prix réduisent leur pouvoir d'achat en monnaie constante. En supposant qu'ils ne puissent pas dans leur épargne et que les salaires sont stables, les ménages sont alors contraints de ralentir leur consommation en monnaie constante. Plusieurs

comportements sont alors envisageables. Soit ils maintiennent ce budget constant en réduisant les quantités consommées, soit leur budget consacré aux carburants augmente. Cette dernière situation les pousse à réduire leur budget consacré aux autres dépenses. La hausse des prix des carburants modifie a priori le panier de consommation des ménages.

Deuxième effet, les entreprises sont confrontées à une hausse des intrants nécessaires à la production. Elles sont alors contraintes soit d'augmenter leur prix de vente soit de réduire leur taux de valeur ajoutée. Si les entreprises répercutent ces hausses, ce qui à long terme est le plus probable, les prix des produits fabriqués augmentent. Les hausses se propagent alors à l'ensemble des produits.

Moins de demande de la part des ménages induit un repli en volume des productions concernées. Sous l'effet de la hausse des coûts de production et de la baisse des volumes produits, les entreprises réduisent la masse salariale distribuée, ce qui accentue encore le repli de la consommation en volume.

Un autre effet possible, non envisagé, serait que la hausse des prix suscite des augmentations de salaires qui alimenteraient elles-mêmes l'effet inflationniste. Tous ces effets cumulés ralentissent l'activité économique du territoire toutes choses égales par ailleurs.

Trois scénarios de comportement des ménages

Face à la hausse du prix des carburants, le comportement des ménages joue un rôle central. Les ménages vont-ils stabiliser leur dépense consacrée au carburant et pour cela abaisser leurs quantités consommées ? Ou bien vont-ils laisser dériver leur dépense en carburant ?

Un premier scénario suppose que les ménages réduisent les quantités de carburants qu'ils consomment afin de maintenir leur budget carburant constant. Pour compenser totalement la hausse de prix, le volume consommé baisse de 9 %. C'est le comportement qui pénalise le moins l'économie réunionnaise.

Un autre scénario envisage le comportement contraire. La consommation de carburant des ménages, en volume, demeure inchangée. Les ménages ne réalisent pas d'économie d'énergie. Leur budget carburant augmente alors de 10 %.

La réalité se situant probablement entre les deux, **un scénario envisage une situation intermédiaire**. Les ménages réduisent les volumes consommés sans toutefois parvenir à stabiliser leur budget carburant. C'est la situation qui a été observée en 2006. Sous l'effet d'une hausse de prix de 10 %, la baisse des volumes consommés est évaluée à 6 %

(selon l'élasticité-prix estimée en 2006). Le budget carburant des ménages augmente alors de 3,5 %.

D'autres hypothèses sont communes aux trois scénarios. En ce qui concerne les finances publiques, il est retenu que les recettes supplémentaires attendues de la fiscalité pétrolière ne sont pas redistribuées par les collectivités territoriales. La dépense publique est considérée constante, la hausse des prix est compensée par une baisse en volume. À la hausse des prix des carburants, s'ajoute donc un autre élément récessif : une baisse des dépenses publiques affectées aux autres achats courants.

Les entreprises ne réalisent pas d'économie de carburant, à production identique. Les investissements sont considérés stables en volume, seuls leurs prix augmentent. En conséquence, la production du secteur du BTP n'est pas affectée en volume.

Le prix de l'électricité facturée aux ménages et aux entreprises est supposé stable, il ne subit pas de répercussion de la hausse du coût de production. De même, dans les simulations réalisées, le prix du fret à l'import et à l'export ne subit pas de hausse liée aux prix du carburant.

Mécaniquement, l'effet inflationniste est de 0,8 %

Un renchérissement de 10 % des prix à la pompe sur l'année provoquerait une hausse du niveau moyen des prix du panier des ménages de 0,8 %. Concernant l'ensemble des biens et services composant le PIB, la hausse de prix serait de 0,2 % toutes choses égales par ailleurs.

Le surcoût direct et indirect des consommations intermédiaires s'élèverait de 0,9 % en moyenne. Il frapperait surtout les secteurs eau/électricité (+ 3,7 %), la pêche (+ 3,3 %), les transports (+ 2,8 %), le commerce (+ 1,9 %), l'agriculture (+ 1,4 %). Conséquence de la hausse des prix des consommations intermédiaires, les prix à la production de l'ensemble des branches seraient impactés, + 0,5 % en moyenne. La construction, élément moteur de la croissance réunionnaise, subirait une hausse de ses prix à la production de 0,3 %.



Impact d'une hausse de 10 % du prix des carburants en 2008

Les simulations d'impact sont effectuées à l'aide d'un modèle qui constitue une "maquette" de l'économie réunionnaise. Ce modèle repose sur le compte économique régional.

	Répercussion sur les prix*	Répercussion sur les volumes		
		Scénario 1 : si le budget des ménages en carburant demeure constant	Scénario 2 : si le budget des ménages en carburant augmente de 3,5 %	Scénario 3 : si le budget des ménages en carburant augmente de 10 %
PIB	0,2 %	- 0,38 %	- 0,42 %	- 0,49 %
Consommation des ménages	0,8 %	- 0,86 %	- 0,90 %	- 0,99 %
Consommation des administrations publiques	0,2 %	- 0,20 %	- 0,18 %	- 0,18 %
Production	0,5 %	- 0,38 %	- 0,43 %	- 0,53 %
Consommations intermédiaires	0,9 %	- 0,43 %	- 0,48 %	- 0,59 %
Investissement	0,3 %	0,00 %	0,00 %	0,00 %
Exports	0,6 %	0,00 %	0,00 %	0,00 %
Imports	1,4 %	- 0,79 %	- 0,74 %	- 0,65 %
Masse salariale	0,0 %	- 0,33 %	- 0,36 %	- 0,43 %

* Les évolutions de prix sont identiques dans les trois scénarios.

Lecture : Une hausse des prix de 10 % des carburants produit mécaniquement une hausse de 0,8 % des prix à la consommation.

Sans économies d'énergie, l'effet récessif est plus marqué

Un accroissement du prix des carburants aurait un effet récessif sur la croissance. En effet, une hausse de 10 % du prix à la pompe coûterait 0,4 point de croissance au PIB de La Réunion, si les ménages stabilisaient leur budget carburant, et 0,5 point si les ménages ne réduisaient pas leur consommation de carburants. La perte de PIB serait comprise entre 52 millions d'euros et 68 millions d'euros (en monnaie constante).

Comme le PIB, les pertes de production en volume varieraient de 0,4 % à 0,5 % d'un scénario à l'autre. La perte de production serait comprise entre 82 millions d'euros et 114 millions d'euros (en monnaie constante).

La baisse de production en volume concernerait en premier lieu les transports (entre - 1,4 % et - 1,7 %), le secteur primaire (entre - 0,7 et - 1,1 %) et les industries agro-alimentaires (entre - 0,6 % et - 0,9 %).

En réaction aux baisses de production, les consommations intermédiaires nécessaires diminueraient en volume dans les mêmes proportions.

Pour les administrations publiques le maintien de leur budget en valeur, les contraindrait à une diminution de 0,2 % (en volume) des dépenses de fonctionnement. Compte tenu du poids de la dépense publique à La Réunion, cette contrainte explique 0,1 point de l'effet récessif.

Les ménages réduiraient leurs achats sur les autres produits

La moindre production entraînerait une perte de masse salariale distribuée aux ménages comprise entre - 0,3 % et - 0,4 %. Sous l'hypothèse d'absence de revalorisation salariale et de maintien de leur taux d'épargne, les ménages seraient contraints d'ajuster à la baisse leur consommation des autres produits.

Si les ménages limitaient leur consommation de carburants pour garder leurs dépenses constantes, alors le repli de leur panier de consommation (hors carburants) se chiffrerait à - 0,7 %. Si les ménages maintenaient leur consommation de carburants, alors leur panier de consommation (hors carburants) baisserait de 1,1 % en volume.

Les diminutions de dépenses des ménages concerneraient principalement le secteur agricole et les services marchands (incluant notamment les transports). L'accroissement des prix à la production du secteur agricole se répercuterait directement sur le panier de consommation des ménages. La baisse, en volume, de ce secteur se chiffrerait entre - 1,1 %, et - 1,4 %, selon que les ménages réduisent ou non leur consommation en carburants. Le panier de consommation concernant les services marchands reculerait de - 0,8 % à - 1,3 %. Cette diminution est due au secteur des transports, en première ligne face à une augmentation des prix du carburant. En réaction à la hausse des prix,



Les diminutions de dépenses des ménages concerneraient surtout les produits agricoles et les transports.

les ménages diminueraient leur demande de transport. La consommation de services de transport accuserait une baisse prononcée comprise entre - 2,1 % et - 2,4 % en volume. Par ailleurs, la consommation des ménages en biens manufacturés fléchirait de - 0,5 % à - 0,9 % en monnaie constante.

Quels que soient les scénarios, la facture en carburants et combustibles de La Réunion s'alourdirait. En valeur courante la hausse serait comprise entre + 5,1 % et + 9,1 %, soit entre 28 millions d'euros et 49 millions d'euros, si les ménages maintenaient leur budget carburants constant et s'ils ne réduisaient pas leur consommation.

D'autres scénarios pourraient être envisagés, les ménages tout comme les entreprises, peuvent en effet réduire ou augmenter leur consommation de carburants. ▲

Stéphanie GAUDINOT
VCAT - division "comptes économiques et analyses macro-économiques"
INSEE Réunion



R

éprise du tourisme et de l'hôtellerie

La crise de 2006 paraît largement oubliée mais 2007 restera une année moyenne en terme de fréquentation touristique, en deçà des niveaux observés ces dernières années. Avec 380 500 touristes, la progression est de 36,5 % mais la chute de la fréquentation de 2006 n'est pas encore compensée.

Les visiteurs ont été nombreux aux deuxième et troisième trimestres qui égalent ou dépassent en fréquentation les périodes correspondantes de 2005. Malheureusement les résultats des autres trimestres ont été décevants. Comparé à 2005, il manque 28 500 visiteurs, essentiellement en provenance de métropole.

Si on considère le motif de venue des touristes à La Réunion, on comptabilise 185 000 affinitaires qui rendent visite à leur famille ou à leurs amis. Ce flux retrouve le niveau record observé en 2005 (184 400), soit près d'un touriste sur deux se rendant sur l'île. Cette catégorie constitue le principal vivier de touristes, les plus fidèles, ceux qui avaient le moins boudé la destination en 2006.

Les visiteurs peuvent aussi venir à La Réunion dans le cadre de leur travail, c'est le cas pour 52 000 personnes (14 % des touristes), soit un peu plus que le niveau record de 2004. Au contraire, les touristes d'agrément, soit un touriste sur trois, semblent avoir été moins sensibles aux charmes de l'île : leur nombre a diminué de 37 400 par rapport à 2005. Or ce sont ces touristes qui, probablement, participent le plus au financement de l'économie locale (hôtels, restaurants, activités...). Cette situation n'est pas seulement imputable à

la crise sanitaire de 2006 : en effet, depuis 2004, leur nombre est resté inférieur à 200 000.

La part élevée des touristes affinitaires en 2007 explique que 53 % des touristes soient principalement hébergés chez des parents ou des amis (47 % en 2005). Seulement 30 % préfèrent résider en hôtel ou en résidence de tourisme durant leur séjour (33 % en 2005).

En 2007, la fréquentation de l'hôtellerie classée repart

Globalement, la situation de l'hôtellerie classée est plus favorable en 2007 qu'en 2006. Le nombre de nuitées a connu une hausse de 4,9 % en un an. Avec un nombre de chambres réduit, le taux d'occupation des hôtels classés a significativement progressé en 2007 pour atteindre un niveau proche de celui de 2005 : 58,8 % contre 51,8 % en 2006 et 60,2 % en 2005. Le redressement du secteur des hôtels et des restaurants s'est traduit par un accroissement de l'emploi (+ 5,1 % en 2007) sans permettre toutefois d'atteindre le niveau de la fin 2005.

Le bon résultat de 2007 s'explique par le dynamisme du quatrième trimestre qui concentre près du tiers du nombre total des nuitées enregistrées sur l'année. Ce trimestre se distingue par 16,8 % de nuitées supplémentaires par rapport au même trimestre en 2006 et par un taux d'occupation élevé : 71,2 %. Cette fin d'année remarquable, qui permet de compenser un début d'année morose, est

Capacité et fréquentation hôtelière (2005-2008)



marquée par un mois de novembre exceptionnel : taux d'occupation record de 80,9 % avec une forte progression du nombre de nuitées, + 25,4 % par rapport à novembre 2006.

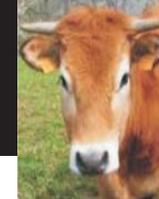
Les moteurs de cette remontée sont clairement les hôtels quatre étoiles qui voient leurs nuitées augmenter de 17,5 % par rapport à l'année 2005 et la zone Sud qui progresse de 3,4 % sur la même période. En revanche le nombre de nuitées est presque divisé par deux dans les hôtels de 0 à 2 étoiles et dans la zone Nord-Est (respectivement - 45 % et - 47 % entre 2005 et 2007). ▲

Olivier FAGNOT
Chef du service statistique
INSEE Réunion

Les touristes ont dépensé 293 millions d'euros en 2007

En 2007, les touristes ont consacré un budget plus important à leurs dépenses sur place. Ils ont dépensé en moyenne 47 € par personne et par jour, contre 44 € en 2005 et 2006. En contrepartie, ils sont restés un peu moins longtemps (16,4 jours contre 17 en 2005). Au final, les dépenses totales par ménage sur le séjour sont en recul, 1 226 € contre 1 260 € en 2005. Trois postes de dépenses ont particulièrement été touchés par cette contraction du budget par rapport à 2005, l'achat de souvenirs et de cadeaux (- 11,8 %), l'hébergement (- 9 %), et dans une moindre mesure les loisirs (- 2,6 %). Comme en 2006, l'hébergement et la restauration représentent près de la moitié du budget des touristes.

Au total, les 380 500 touristes, soit près de 239 000 ménages, auront dépensé près de 293 millions d'euros à La Réunion durant leur séjour.



U

ne année difficile : production en baisse, intrants en hausse



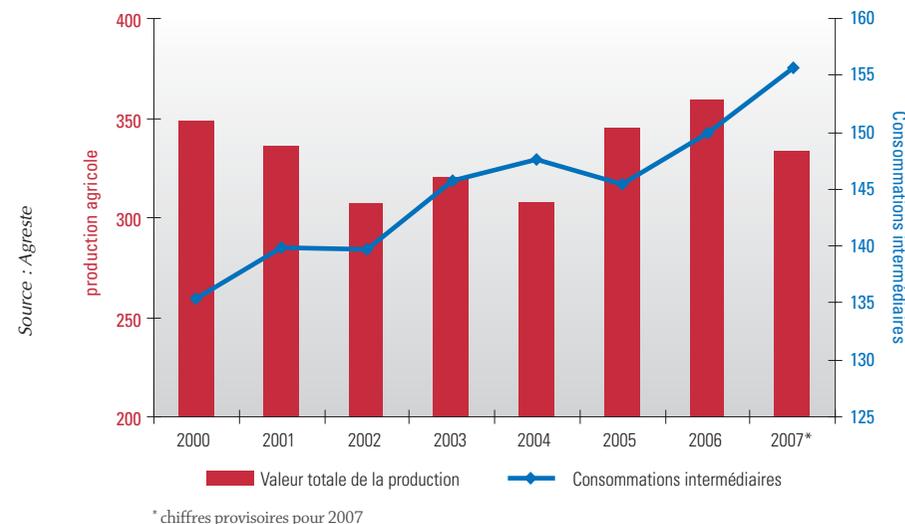
Marché de gros de Saint-Pierre

En 2007, l'agriculture a subi de nombreux aléas naturels : le cyclone Gamède a eu des effets dévastateurs, une forte éruption volcanique a provoqué des pluies acides, l'éboulis du Bras de la Plaine a rendu impossible l'irrigation de certaines zones du sud... Les filières végétales ont été fortement perturbées, en particulier la canne à sucre. Leurs mauvaises performances n'ont pas été compensées par la bonne tenue des filières animales.

La campagne de canne à sucre 2007 est la plus mauvaise enregistrée depuis 1958. Au total, les deux usines de Bois Rouge et du Gol ont broyé 1 575 500 tonnes de cannes, soit 14 % de moins qu'en 2006 et 13 % de moins que la moyenne décennale. La richesse cumulée finale atteint la valeur de 13,74, en deçà de la moyenne décennale de 0,19 point.

La quantité globale de légumes produits en 2007 est également en retrait (- 4 %)

Production agricole et consommations intermédiaires (en millions d'euros)



mais la valeur globale des productions légumières a légèrement augmenté, compte tenu de la progression des prix observés (jusqu'à 10 %).

L'année est caractérisée par le manque de bananes, d'ananas et de papayes. Au final, la quantité globale de fruits produits a baissé de 18 %, les prix ont progressé de 3,7 % et la valeur globale des productions fruitières a baissé de près de 15 %. La Réunion a exporté moins de fruits frais qu'en 2006.

Les filières animales sont globalement en progression malgré les difficultés climatiques et la flambée du prix des aliments pour animaux. Des mécanismes de régulation mis en place au niveau de l'interprofession ont permis aux éleveurs de faire face en 2007, cependant la prolongation de cet état de fait en 2008 aura des conséquences. La filière la plus dynamique reste celle de la volaille.

La commercialisation de la viande de volaille avait déjà augmenté en 2005 et 2006, ce qui avait permis de résorber les stocks provenant des excédents antérieurs.

Les ventes dynamiques et la baisse progressive des stocks ont contribué à stimuler encore la production en 2007. De ce fait, les abattages progressent et dépassent même ceux de l'année 2006 qui étaient déjà élevés (+ 3,4 %). De nouvelles surfaces de production semblent aujourd'hui nécessaires pour poursuivre cette évolution.

Revenus agricoles en retrait

Au total la valeur de la production agricole accuse un recul de 7 % avec 334 millions d'euros (chiffre provisoire), en baisse de 26 millions d'euros par rapport à 2006. Par ailleurs, les consommations intermédiaires sont en hausse de 3,8 % et atteignent 155 millions d'euros, soit près de la moitié de la



valeur des productions agricoles totales, cette valeur n'avait encore jamais été atteinte. Les hausses sont particulièrement importantes pour les engrais qui ont augmenté de plus de 20 % en 2007. De fortes augmentations ont déjà eu lieu en 2008, ce qui laisse entrevoir des consommations intermédiaires à venir encore plus importantes (entre février 2007 et février 2008 : aliments pour animaux + 40 %, engrais + 30 %).

En contre partie, les subventions d'exploitations ont été élevées pour cette année 2007, compte tenu des montants d'Indemnités compensatrices des handicaps naturels et surtout d'indemnités de calamités agricoles pour sécheresse, éruption volcanique et le cyclone Gamède : elles atteignent près de 20 millions d'euros, soit un montant record.

Au final, le résultat agricole baisse de 10,8 % pour s'établir à près de 190 millions d'euros contre un peu moins de 213 millions d'euros en 2006. Les indicateurs de revenus agricoles sont également en retrait : le résultat agricole par exploitation atteint 27 507 €, le résultat par hectare s'affiche à 4 324 €, et le résultat par unité de travail annuel correspond à 19 357 € alors qu'il atteignait presque 21 000 € en 2006. ▲

Richard FEUILLADE
Service de statistique agricole de la DAF

Des parcelles plus petites et plus onéreuses

La valeur totale du marché foncier notifié à la SAFER atteint 194 millions d'euros en 2007, ayant plus que doublé en cinq ans. La SAFER a traité 1 391 notifications pour 1 054 hectares. Si le nombre de transactions ne varie guère par rapport à l'année précédente (+ 1,1 %), le total des surfaces échangées baisse de près de 20 % tandis que la valeur totale des transactions reste en forte augmentation, soit + 22 % par rapport à 2006.

Le marché est toujours très spéculatif et la pression foncière continue de se traduire par une augmentation des ventes des parcelles de moins d'un hectare : avant 1990, elles représentaient 66 % du marché foncier agricole, aujourd'hui, elles portent sur près de 87 % du marché. Elles ne totalisent cependant que 217 hectares, soit 20 % de la superficie sur laquelle ont porté les transactions. Ainsi, en 2007, la superficie moyenne des parcelles a-t-elle été de 0,76 ha (contre 0,95 ha en 2006).

Le prix moyen de vente par hectare s'établit à 184 209 € (marché foncier total, bâti et non bâti). Après une année 2006 caractérisée par une hausse déjà importante (+ 30 %), on observe, en 2007, une augmentation encore plus élevée : + 51 %.

En 2007, les agriculteurs ont acquis à peine la moitié des surfaces totales en transaction (46 %), soit 485 hectares représentant 1 % de la SAU. La valeur moyenne de ces acquisitions a été de 25 405 € par hectare, en forte augmentation par rapport à 2006 (+ 69 %).

Cela représente un triplement par rapport au début de la décennie (7 856 € par hectare en 2000).

Valeur élevée des terres agricoles

La valeur des terres agricoles acquises est élevée : 9 290 € par hectare pour les terres à canne, 5 250 € par hectare pour les terres d'élevage et 6 780 € par hectare pour les autres terres. Ces valeurs sont respectivement en hausse de 7 %, 5 % et 17 % par rapport à 2006. Les terres à canne augmentent plus fortement à l'est (+21 %).

Tout comme les années précédentes, les terres dont la valeur augmente le plus sont situées sur les périmètres nouvellement irrigués (Hauts de l'Ouest, antenne VIII). Il s'agit également des terres où la culture de la canne peut être mécanisée, et plus globalement des terrains facilement accessibles. Les petites parcelles qui perdent progressivement leur caractère agricole (anciens "ronds de cour") voient également leurs prix fortement augmenter. Les jeunes agriculteurs, qui sont pourtant de mieux en mieux formés, rencontrent ainsi toujours des difficultés pour trouver des terres agricoles afin de s'installer. ▲

Richard FEUILLADE
Service de statistique agricole de la DAF

Un marché foncier très actif à l'Est



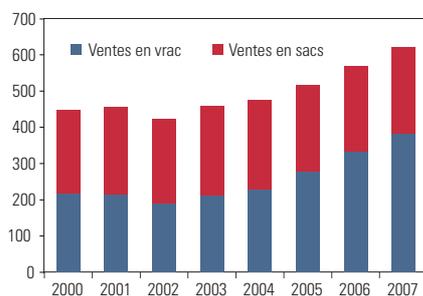
Le nombre de notifications continue d'augmenter dans l'Est (+ 21 %), mais baisse dans le Sud. Les tailles des surfaces notifiées sont en baisse partout à l'exception de la CCSUD. Enfin, les prix à l'hectare augmentent de façon plus importante dans l'Est (CIREST), où ils sont cependant toujours en dessous des prix à l'hectare observés dans les autres EPCI (environ deux fois moins élevés).

D e nouveaux records pour le BTP

Les indicateurs de l'année 2007 ont atteint de nouveaux records dans le secteur d'activité du BTP. Au final, l'année 2007 devrait se solder par une croissance sensible du chiffre d'affaires du BTP, avec une production estimée au-dessus de 2 milliards d'euros.

Le début de l'année a pourtant été difficile pour les professionnels du secteur. Une fois encore, le premier trimestre a été impacté par les aléas climatiques : le cyclone Gamède a gêné l'activité économique de l'île en occasionnant de nombreux dégâts notamment sur le réseau routier avec la destruction du pont aval de la Rivière Saint-Etienne, et en paralysant la circulation et l'activité entre le Sud et l'Ouest. L'autre événement marquant a été la mise en chantier de la future loi d'orientation pour l'Outre-mer qui a suscité de nombreuses interrogations en terme de révision des dispositifs d'accompagnement des entreprises (exonérations de charges, défiscalisation et TVA non perçue récupérable).

Ventes de ciments
(milliers de tonnes)



Source : Lafarge, Holcim

En matière de bâtiment, la production de logements atteint des niveaux très élevés, principalement dans le collectif défiscalisable soutenu par la loi Girardin. En revanche, les opérateurs sociaux éprouvent inéluctablement des difficultés pour boucler leurs opérations.

Les constructions non résidentielles constituent un autre élément moteur de l'activité. La maîtrise d'ouvrage publique poursuit un important programme de construction pour les besoins des administrations communales et pénitentiaires, de l'enseignement et de la santé. Les surfaces commerciales et l'immobilier de bureau caractérisent toujours les investissements de la maîtrise d'ouvrage privée.

Enfin, en matière de travaux publics, trois chantiers génèrent un chiffre d'affaire important : la Route des Tamarins, le basculement de l'eau et l'extension du Port Est.

Du point de vue des indicateurs statistiques, la consommation de ciment a progressé de près de 9 % sur l'année avec 620 315 tonnes de ciment vendu. Les ventes en vrac ont progressé de 14 % démontrant l'impact des gros chantiers de travaux publics mais aussi le gros œuvre du bâtiment (logements collectifs et construction).

L'effectif salarié du BTP approche le seuil des 19 000, en hausse de 10,5 % par rapport à 2006. L'emploi profite en premier lieu de l'effet économique, principalement de l'activité bâtiment, conjugué à l'effort consenti pour la régularisation des situations illégales. ▲

Claude PARAIN
chef du service "études et diffusion"
INSEE Réunion



Trois projets finalisés en 2007

L'économie de l'environnement est au cœur des réflexions et travaux engagés en 2007 au titre du Grenelle de l'Environnement. À la Réunion, le projet "**La Réunion 2030, l'énergie verte**" plus connu sous l'acronyme GERRI¹, est directement issu des conclusions du Grenelle de l'Environnement. Il place le développement des énergies renouvelables, la réduction de la dépendance de l'île aux énergies fossiles et la promotion de l'éco-construction, de l'urbanisme et de l'aménagement durables au centre de ses interventions. De façon complémentaire, le déploiement de ce projet doit s'opérer dans un contexte d'exemplarité environnementale, renforçant l'exigence d'un rattrapage des retards en matière de gestion des déchets et d'assainissement. L'importance des crédits prévus au titre de la programmation FEDER 2007/2013 donne la dimension de l'effort à réaliser : 220 millions d'euros sont en effet réservés à l'objectif 3-c pour préserver l'environnement et les ressources dans le cadre du développement durable.



Très attendue par les milieux associatifs de défense de l'environnement, la création du **Parc national de La Réunion**, par décret du 5 mars 2007, constitue également une réponse intégrée aux politiques publiques d'aménagement et de développement durables du territoire initiées depuis une vingtaine d'années. En effet, le classement d'un cœur protégé de 105 477 hectares fait bénéficier l'île de La Réunion d'un label national fort et constitue une étape indispensable dans la démarche de candidature des sites remarquables que sont les "Pitons, cirques et remparts" au classement du Patrimoine mondial de l'Unesco.

Préserver la biodiversité

Au-delà de la centaine d'emplois directs induits, ce sont des retombées plus larges qui sont espérées, notamment par les acteurs du tourisme. Le Parc aura pour principales missions de garantir la conservation d'un patrimoine naturel riche et original, de contribuer à sa connaissance et à sa surveillance, mais aussi à sa valorisation.

Outre les écosystèmes caractérisés par une biodiversité exceptionnelle et une grande qualité paysagère, les îlets habités de Mafate et des Salazes ajoutent un intérêt culturel au cœur du Parc. Mais tous les autres espaces ruraux et naturels des Hauts, qui constituent la trame verte réunionnaise, seront aussi concernés par l'élaboration de la charte du Parc national. En effet, les 24 communes seront sollicitées pour adhérer à un projet commun de territoire qui devra se traduire d'ici deux ans par une solidarité des espaces retenus avec le cœur du parc.

¹ voir définition page 16.

Conçu comme un outil de coordination plus que de gestion, l'établissement public créé se positionne davantage comme animateur des réseaux de gestionnaires des espaces naturels et comme interface entre les principaux partenaires concernés par la relation Homme-Nature, parfois au cœur de conflits d'usages. C'est un nouveau système de gouvernance qui est donc en cours d'expérimentation au service du développement durable.

Pour préserver les récifs coralliens de La Réunion, espaces sensibles, il manquait un outil de gestion et de réglementation des usages. C'est chose faite depuis le 21 février 2007 avec la création par décret de la **Réserve naturelle marine** de La Réunion. Elle s'étend sur 3 500 hectares du Cap La Houssaye (Saint-Paul) à la Roche aux Oiseaux (Étang-Salé).

Les récifs coralliens de La Réunion sont le siège d'une biodiversité remarquable. Ils sont à l'origine des principaux espaces bal-

néaires de l'île : les plages et les récifs qui les bordent font l'objet d'une fréquentation intensive par des activités de loisirs variées (plongée, engins propulsés par le vent, kayak, surf, nautisme, vision sous-marine et balade en mer...). Les nombreuses activités économiques et le développement urbain sur les bassins versants littoraux menacent aujourd'hui fortement la survie de ces récifs : 80 % de l'hébergement touristique réunionnais se trouve à proximité de la Réserve ; les ressources halieutiques sont soumises à un effort de pêche excessif, tant par la pêche de loisir que professionnelle ; les flux de pollution liés aux nombreuses activités et infrastructures augmentent. Pour répondre à ces menaces, la réglementation prévoit trois niveaux de protection au travers de zonages spécifiques. ▲

synthèse réalisée par
Christian LÉGER
Administrateur de données
DIREN Réunion

L'économie de l'environnement

L'économie de l'environnement a pour finalité la préservation de l'environnement. Elle constitue un outil d'analyse des interactions entre l'homme et son environnement. Elle a pour objectif une meilleure gestion des externalités et des biens collectifs, notions très longtemps négligées dans les théories économiques modernes au motif de l'illusion de ressources naturelles inépuisables. Aujourd'hui de plus en plus d'acteurs publics (État, collectivités territoriales, établissements publics) et privés (entreprises mais aussi associations) participent à l'économie de l'environnement.

Au niveau national, en 2006, la dépense pour la protection de l'environnement était évaluée à 37 milliards d'euros, soit 2,1% du PIB. Ce poste de dépenses augmente en moyenne de 6 % par an. Près de 70 % de ces sommes sont alloués à la gestion des déchets et à l'assainissement.

Dés 2005, après de nombreux débats, la Charte de l'Environnement a inscrit dans la constitution le principe du pollueur/payer. La récente adoption par le sénat le 28 mai 2008 du projet de loi sur la responsabilité environnementale (LRE) donne corps à ce principe. Toute entreprise reconnue responsable de graves dommages à l'environnement devra désormais financer les mesures de prévention ou de réparation des dégâts, lesquels étaient jusqu'alors, le plus souvent, à la charge de l'État.

Le "bonus-malus", en vigueur depuis le début 2008, incite les consommateurs à privilégier les véhicules les moins polluants sans contrainte réglementaire. Il illustre la possibilité de modifier les comportements en introduisant dans les mécanismes de marché un "signal prix" reflétant le caractère plus ou moins polluant d'un bien.



L a grande île redémarre

Classée parmi les pays les plus pauvres, l'île de Madagascar est caractérisée par une économie fragile. De plus, le territoire est fortement exposé aux aléas climatiques, notamment cyclones et sécheresse, qui constituent une contrainte importante à son développement économique.

L'année 2007 marque le lancement d'un nouveau plan d'action (Madagascar Action Plan) qui doit conduire à une croissance économique rapide, réduire la pauvreté et permettre au pays de tirer avantage des défis de la mondialisation. Ce plan a donc pour objectif de faire de Madagascar une économie émergente.

Après être tombée à - 13 % en 2002, suite à la crise politico-économique de décembre 2001, la croissance économique malgache a retrouvé un rythme solide à partir de 2003. Madagascar enregistre, en 2007, une croissance de 6,3 % du produit intérieur brut en monnaie constante, après 4,9 % en 2006 et 4,6 % en 2005. Le démarrage de la construction de deux grands projets miniers et les investissements dans les infrastructures publiques expliquent, entre autre, cette croissance. Le PIB réel malgache s'élève à 583 milliards d'ariary, soit un gain de 36 milliards d'ariary par rapport à 2006. Le PIB nominal par habitant reste parmi les plus faibles du monde avec 443 \$.

La forte hausse des prix, qui avait atteint 18,5 % en 2005, s'atténue en 2006 et 2007 avec respectivement 11,5 % et 10,6 %. L'appréciation de l'ariary durant la première moitié de l'année 2007, combinée avec la baisse des prix des biens non alimentaires, contribuent à la maîtrise de l'inflation autour des 10 %.

L'investissement représente 27 % du PIB, après 25 % en 2006. Cette augmentation provient des investissements privés qui

passent de 14,7 % à 17,8 % en 2007. La part des investissements publics recule légèrement et passe en dessous de 10 %.

La structure du PIB s'est légèrement modifiée ces dernières années. La part du secteur agricole accuse un recul progressif mais représente encore, en 2007, un peu plus du quart du PIB. Le secteur secondaire reste notable et représente 16 % du PIB. Il se concentre essentiellement autour de l'industrie agroalimentaire, les bois et dérivés, le textile/habillement et l'industrie métallique. La contribution du secteur tertiaire est stable au cours de ces dernières années sauf en 2007 où elle est plus élevée : 57 % du PIB contre 52 % les autres années. Les services reposent sur les transports, le commerce, la santé, les communications et le tourisme, secteur le plus dynamique de l'économie malgache. ▲

Stéphanie GAUDINOT (VCAT)

Les chiffres de l'économie malgache

PIB	2005	2006	2007
PIB (en mds ariary constants)	522	547	583
Taux de croissance du PIB	4,6 %	4,9 %	6,3 %
PIB nominal par habitant (en dollars)	295	309	443
Inflation	18,3 %	11,5 %	10,6 %
Part de l'investissement dans le PIB (2007)	public	privé	total
	9,6 %	17,8 %	27,4 %
Part des secteurs dans le PIB (2007)	services	industrie	agriculture
	57,4 %	15,6 %	25,7 %

Source : www.instat.mg

Croissance soutenue à Maurice

En 2007, l'économie mauricienne enregistre une croissance de 5,4 % du produit intérieur brut (PIB) en monnaie constante, performance supérieure à celle de 2006 évaluée à 3,9 %. Le PIB au prix du marché passe de 206 milliards de roupies en 2006 à 235 milliards en 2007 alors que le PIB par habitant connaît une hausse de 13,5 % passant de 164 640 roupies à 186 830 roupies. L'évolution de prix des composantes du PIB est estimée à 8,3 %.

Les dépenses de consommation des ménages constituent la part la plus élevée du PIB parmi les différents types de dépense (70 %). Elles apportent une contribution notable à la croissance, quoique à un degré inférieur aux trois années précédentes, reflétant ainsi l'impact des hausses des prix à la consommation.

Quant aux dépenses de consommation du gouvernement, elles subissent un ralentissement entamé depuis quelques années déjà, alors que l'investissement public

plutôt instable exerce un effet négatif sur la croissance en raison d'une contraction significative. Par contre, l'investissement privé particulièrement dynamique favorise la croissance.

Les dépenses de consommation finale ralentissent (+ 3,9 % après + 5,5 %), suite à un repli dans les dépenses de consommation des ménages (4,5 % après 5,9 %) conséquence d'une hausse dans les prix des produits de consommation, et dans les dépenses du gouvernement (0,8 % après 3,8 %) ceci suite aux mesures prises pour réduire le déficit budgétaire.

L'investissement reste soutenu, tiré par l'investissement privé

L'investissement global ralentit, 8,6 % après une forte augmentation de 19,0 % en 2006. Néanmoins, hors avions, l'investissement progresse vivement de 17,0 %

Indicateurs macro-économiques de base

Indicateurs	2006	2007
PBI au prix du marché (milliards de roupies)	206,3	235,5
PIB par habitant (roupies)	164,64	186,83
PIB par habitant (€)	4,167	4,353
Taux de croissance du PIB (%)	3,9	5,4
Taux de croissance de l'investissement (%)	19,0	8,6
Taux d'investissement (% PIB)	24,3	25,1
Taux d'épargne (% PIB)	17,1	21,3
Solde des échanges extérieurs de biens et services (% PIB) - hors avions	- 8,5	- 9,0
Déficit budgétaire - juillet à juin (% PIB)	5,3	4,3
Inflation (%)	8,9	8,8
Taux de chômage (%)	9,1	8,5

Source : Central Statistics Office.



Les importations et exportations de biens ont ralenti en volume en 2007.

contre 5,5 % en monnaie constante. L'investissement privé continue dans sa progression enregistrant une forte croissance de 24,0 % après 15,1% en 2006, et reste concentré dans la construction des hôtels et complexes touristiques¹. À noter aussi d'importants investissements privés dans le secteur manufacturier de l'habillement et du textile aussi bien que dans le commerce.

À l'opposé, l'investissement public connaît un repli de 24,7 % après une forte hausse de 28,3 % en 2006. Ce repli s'explique par une baisse dans l'investissement en avion qui n'est pas compensée par les investissements en biens d'équipement par les institutions parapubliques. Néanmoins, hors avions, le taux de croissance de l'investissement public se situe à - 7,4 % comparé à - 17,5 % en 2006.

Ralentissement dans le flux d'échanges extérieurs

En 2007, les flux d'échanges extérieurs ralentissent avec un ralentissement des importations en terme réel (+ 1,5 % après + 9,3 %) plus accentué que celui des exportations (+ 3,3 % après + 7,7 %).

Le ralentissement des importations concerne notamment un repli de 1,2 % dans les importations des biens lié à une importation d'avions moindre qu'en 2006 et des activités moins soutenues dans le "Freeport". Les importations des services quant à elles progressent sensiblement (8,7 % après 5,1 %).

Le ralentissement des exportations se décompose comme suit : les exportations des biens se replient (- 10,9 % après + 10,1 %) ; par contre les exportations de services

rebondissent (23,0 % contre 4,6 %) alimentées par les recettes générées par un secteur du tourisme très dynamique. Le repli dans les exportations des biens masque les tendances par produit. En effet, les exportations de sucre et du port franc ralentissent alors que les exportations des produits de l'habillement et du textile augmentent.

En valeur, le solde des échanges extérieurs de biens et services se maintient à - 23,7 milliards de roupies comme en 2006. Néanmoins, hors avions, le solde se creuse plus fortement qu'en 2006 et atteint - 21,2 milliards de roupies comparé à - 17,6 milliards en 2006. ▲

Li Fa CHEUNG KAI SUET
Central Statistics Office

De bons résultats dans le textile, la construction et l'hôtellerie-restauration

Les résultats robustes dans la production manufacturière de l'habillement et du textile à l'exportation, aussi bien que dans le tourisme, la construction, les services financiers et services aux entreprises démontrent que la croissance est relativement équilibrée.

Les activités de l'industrie sucrière continuent de reculer (- 13,6 % après - 2,9 %) en monnaie constante, avec une production de sucre estimée à 435 972 tonnes contre 504 857 tonnes en 2006 en raison d'une chute dans la productivité de canne par hectare liée aux conditions climatiques peu propices et d'une réduction dans la superficie récoltée.

La production manufacturière ralentit (+ 2,2 % après + 4,0 %) en monnaie constante. Cependant, le segment de l'habillement et du textile à l'exportation réalise une performance fort louable (+ 9,0 % après + 1,4 %) grâce à un programme de restructuration des entreprises pour faire face à la concurrence des pays producteurs de textile comme la Chine et l'Inde. Cette bonne performance est toutefois mitigée par un repli dans la production de sucre (- 13,6 % après - 2,9 %) et d'autres produits manufacturiers (- 3,1 % après + 1,8 %) et un ralentissement dans la production des produits alimentaires (+ 4,0 % après + 9,6 %).

Les activités de commerce décollent mais restent soutenues avec un taux de croissance de 4,4 % inférieur au taux de 5,4 % enregistré en 2006 en monnaie constante. Ce repli d'un point fait suite à un ralentissement dans la consommation et, dans une moindre mesure, à un repli dans l'importation et l'exportation des téléphones portables par les opérateurs du port franc.

En revanche, l'activité dans la construction, après une croissance de 5,2 % en 2006 en monnaie constante, affiche une croissance accélérée de 15,2 %, grâce à la construction et la rénovation des hôtels, une intensification des activités liées aux projets de complexes touristiques intégrés (IRS) mis en chantier en 2006 et à l'expansion des industries de l'habillement et du textile.

Le secteur hôtellerie-restauration, avec 907 000 arrivées touristiques en 2007, résultat de la libéralisation de l'accès aérien et d'une campagne de promotion agressive, rebondit de 14,0 % après la faible croissance de 3,5 % en 2006 causée par l'épidémie de "chikungunya" qui a frappé l'île l'année passée.

Les services financiers, quant à eux, connaissent une légère accélération (7,5 % après 7,0 %) en monnaie constante, soutenue par une croissance dans les services bancaires.



Oi
Mayotte

Activité croissante à Mayotte

En 2007, l'activité économique de Mayotte a poursuivi sa croissance, portée par une consommation des ménages toujours plus dynamique, des investissements des entreprises en hausse significative et une commande publique qui n'a pas faibli. Mais l'année 2007 a aussi été marquée par des mouvements de grève au deuxième trimestre, ainsi que par des perturbations récurrentes dans l'approvisionnement par voie maritime (retards causant des pénuries et des problèmes de stockage). Par ailleurs, l'inflation a accéléré de manière sensible et le déficit de la balance commerciale continue de se creuser.

La consommation des ménages continue de progresser, soutenue par la revalorisation du SMIG de 17 % en juillet 2007 et par le recours au crédit à la consommation, dont les encours ont progressé de 30 % sur un an. Les revenus salariés vont continuer à augmenter dans le cadre du schéma de convergence qui amènera le SMIG net de Mayotte à 85 % du SMIC net métropolitain au 1^{er} juillet 2010.

Les importations de biens de consommation des ménages, de produits alimentaires et de biens d'équipement ont toutes connu des augmentations significatives par rap-

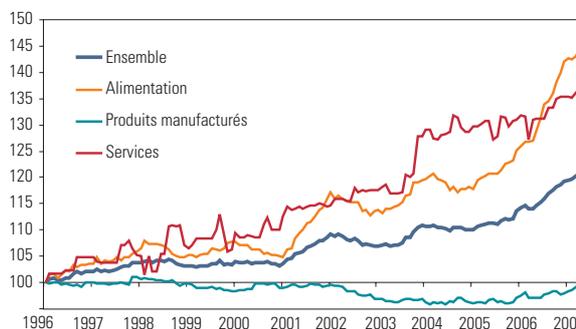
port à l'année précédente, malgré un léger ralentissement au premier semestre en raison essentiellement de difficultés d'approvisionnement. Avec près de 1 300 véhicules vendus en 2007, les ventes de véhicules particuliers neufs ont ainsi progressé de 22 % par rapport à 2006. Quant aux biens d'équipement, les statistiques douanières font état d'une hausse de près de 35 % des importations en valeur entre décembre 2006 et décembre 2007.

Renchérissement des produits alimentaires

L'indice des prix à la consommation a augmenté de 3,9 % entre décembre 2006 et décembre 2007, soit encore légèrement plus qu'en 2006 (+ 3,7 % en glissement annuel). L'inflation à Mayotte évolue ainsi nettement plus vite qu'en métropole (+ 2,5 % en glissement annuel), principalement en raison de la part relativement plus importante de produits alimentaires dans la consommation mahoraise. Ce sont en effet essentiellement les produits alimentaires qui se sont renchérissés (+ 9,8 % entre décembre 2006 et décembre 2007), et plus particulièrement les viandes et volailles, les poissons et les produits frais.

Évolution des prix par grands postes à Mayotte

Source : Insee



Selon les résultats des enquêtes de conjoncture menées tout au long de l'année par l'ledom, 2007 a été satisfaisante en termes d'activité dans la plupart des secteurs. Cependant, la forte augmentation du SMIG a alourdi les charges et les difficultés rencontrées concernant l'approvisionnement maritime ont perturbé la gestion des stocks. Les entrepreneurs des secteurs concernés signalent par ailleurs que les délais de paiement des créances publiques sont de plus en plus longs.

Un secteur agricole en difficulté

Le secteur agricole connaît toujours d'importantes difficultés, notamment dans les filières exportatrices traditionnelles. Les entrepreneurs soulignent le manque d'organisation de la profession, un défaut de formation et des problèmes de commercialisation. La filière souffre également d'un déficit d'attrait auprès des jeunes, et a besoin d'être revalorisée.

La reprise amorcée en 2005 des exportations d'essence d'ylang-ylang ne s'est pas confirmée : les exportations annuelles ont baissé de 30 % en valeur par rapport à 2006. Les exportations de vanille ont, quant à elles, été quasi nulles. Seule l'aquaculture, premier secteur exportateur, poursuit son développement, avec des exportations en légère hausse. La France constitue toujours le principal fournisseur et client de Mayotte, avec plus de la moitié de part de marché. Avec un taux de couverture inférieur à 2 %, la balance commerciale reste très largement déficitaire.

Trafic aérien et tourisme en hausse

En 2007, l'aéroport de Dzaoudzi-Pamandzi a accueilli 9 % de passagers supplémentaires (hors transit) par rapport à 2006, une progression permise par la mise en ser-

vice d'une liaison hebdomadaire Paris-Nairobi-Dzaoudzi par Kenya Airways et par la desserte hebdomadaire Paris-Dzaoudzi par Corsairfly durant l'été. L'étude d'opportunité et de faisabilité du projet de construction d'une piste longue a été inscrit au Contrat de projet État-Collectivité 2008-2014.

Le secteur du tourisme a connu une activité plutôt satisfaisante, avec un nombre de touristes estimé à environ 40 600 (contre 31 000 en 2006, année où Mayotte avait été victime de la crise du chikungunya). Les touristes réunionnais sont majoritaires et le tourisme affinitaire occupe toujours la première place.

Même si les hôtels-restaurants ont enregistré une bonne fréquentation cette année, le secteur souffre toujours d'un manque de formation du personnel et de capacités d'accueil limitées (700 lits environ au total).

Depuis décembre 2007, un navire de croisière de grande capacité effectue régulièrement des escales d'une journée à Mayotte, donnant l'occasion aux taxis et aux réceptifs mahorais de prendre en charge des milliers de croisiéristes.

Le tourisme, à condition qu'il préserve les milieux naturels qui constituent la richesse de Mayotte, s'annonce donc comme un secteur d'avenir, porteur d'activité et d'emploi. Le Plan d'Aménagement et de Développement Durable, initié en 2004 et aujourd'hui en phase de validation par le Conseil d'État, devrait permettre le lancement de plusieurs projets hôteliers. ▲

Matthieu MORANDO
chef de l'antenne de l'Insee à Mayotte

(sur la base de la synthèse du rapport annuel de l'ledom "Mayotte en 2007")